

« Comme les Européens, Moscou redoute la marginalisation du continent »

Le politologue bulgare Ivan Krastev analyse les relations entre l'UE et la Russie à la veille d'un sommet

Un sommet Russie-Union européenne (UE) devait se tenir les 31 mai et 1^{er} juin à Rostov-sur-le-Don. Il intervient alors que Moscou a décidé de renforcer ses liens avec les Etats-Unis et surtout avec l'UE comme le montre un document de travail, révélé par la presse russe, qui trace les contours d'une doctrine de Moscou en matière de politique étrangère. Le politologue bulgare Ivan Krastev, grand connaisseur de la Russie, explique les ressorts de cette révision, motivée par les intérêts économiques du pays.

L'ouverture russe vers l'Occident traduit-elle un changement fondamental ou un simple ajustement rhétorique ?

Il y a une convergence des peurs, et non des valeurs, avec les Européens. La réorientation est stratégique et tactique. La Russie a analysé le basculement du pouvoir, avec la crise économique. Celle-ci a tué son rêve : être une puissance émergente. La Russie n'est pas l'égale de la Chine, du Brésil ou de l'Inde. Moscou commence à sentir la même chose que les Européens : la marginalisation du continent.

Même dans son voisinage proche en Asie centrale, le groupe de Shanghai, qui était une idée russe, est une organisation dominée par la Chine. Les Etats-Unis considèrent la Russie comme un simple facteur dans les rapports avec la Chine. Le désarmement est le seul domaine où la Russie est estimée comme une grande puissance. Enfin, Moscou a basé toute sa stratégie sur le facteur énergétique. Or les évolutions technologiques vont remettre en cause, à l'avenir, cette domination.

Cette réorientation signifie-t-elle que les approches précédentes des relations Russie-Europe ont échoué ?

Oui, des deux côtés. Il y a eu trois stratégies. La première, côté occidental, prétendait changer la Russie en démocratisant son voisinage. Cette stratégie, apparue avec la « révolution orange » en Ukraine, a accentué la concurrence entre la



Le politologue bulgare Ivan Krastev, spécialiste de la Russie. TERESA ZÖLL/MOMENTFANG.COM

Russie et l'Occident. La 2^e stratégie en échec est allemande : faisons des affaires et peu importe le reste. Elle ne s'est pas imposée dans l'UE, car la Pologne et les pays baltes y étaient hostiles.

Mais surtout, elle n'a pas poussé les Russes à faire un véritable effort de modernisation. Or les Allemands sont très préoccupés par un possible effondrement de la Russie, qui ne serait plus en mesure de fournir du gaz, en raison de ses infrastructures défectueuses.

Enfin, la 3^e stratégie en échec, celle de la Russie, prétendait construire une Europe alternative, celle des démocraties souveraines, dans son voisinage. Mais la Russie n'a pas de pouvoir de persuasion (*soft power*). Elle a subi une humiliation après la guerre d'août 2008 en Géorgie, car aucun pays de la zone n'a reconnu l'indépendance de l'Abkhazie et de l'Ossétie du Sud.

Dans l'espace postsoviétique, le sentiment antirusse constitue une ressource majeure pour consolider la souveraineté. Plusieurs tendances négatives se dessinent pour

Moscou dans cet espace : le déclin de la langue russe ; l'affaiblissement des vieux réseaux d'influence hérités de l'époque communiste ; la montée du nationalisme ethnique.

Comment Dmitri Medvedev, et le premier ministre, Vladimir Poutine, organisent-ils le rapprochement avec l'Ouest ?

Medvedev s'occupe des Etats-Unis. Avec Obama, ils s'entendent bien, ils parlent du nucléaire. Poutine, lui, s'occupe de la Pologne, qui a une importance cruciale. La Russie a compris qu'elle ne pouvait pas marginaliser l'Europe orientale, à cause du fonctionnement de l'UE.

Le processus de réchauffement a commencé avec la visite de Poutine à Gdansk, en novembre 2009, pour l'anniversaire du début de la seconde guerre mondiale. L'accident d'avion de Smolensk, le 10 avril [la mort du président polonais Lech Kaczyński et les hommages rendus par la Russie], n'a pas changé la stratégie ; il l'a accélérée. Il a montré que l'opinion polonaise était bien moins antirusse qu'on ne le pensait, et vice versa.

Le triangle Pologne-Allemagne-Russie est fondamentalement pour négocier un nouvel ordre européen. Avec la crise grecque, le clash Nord-Sud dans l'UE est devenu beaucoup plus important que le clash Est-Ouest. La France, qui défend l'aide à la Grèce et se préoccupe du Portugal et de l'Espagne, se retrouve médiatrice entre le Nord et le Sud, comme le fut auparavant l'Allemagne entre l'Ouest et l'Est.

Pour la Russie, se rapprocher de l'UE ne signifie pas adopter son modèle de développement...

Non. La Russie est très intéressée par l'exemple chinois. Pendant vingt ans, après Mao, la Chine s'est concentrée sur son développement intérieur, tout en apaisant ses relations extérieures. Autre leçon chinoise : si vous voulez préserver votre indépendance, il faut prouver votre force. Les dirigeants russes pensent que Tiananmen a sauvé le régime chinois. C'est pourquoi la guerre en Géorgie a été essentielle. Ce n'était pas une affaire géopolitique. Les Russes ne voulaient plus paraître faibles.

Il est bien plus difficile de réformer un régime autoritaire à la Poutine qu'un régime totalitaire. Ce système russe est cynique. Il ne permet pas de dissidences, car il n'y a pas d'idéologie à combattre et les frontières sont ouvertes. La partie la plus active de la population choisit soit d'émigrer physiquement, soit d'abandonner la sphère politique au profit du business.

Les dirigeants ont organisé une concentration irrationnelle et contre-productive des richesses, car ils pensent que cela assure la stabilité. Il est douteux, à cause de cela, que le pays puisse préserver son intégrité territoriale tout en s'engageant sur la voie de la modernisation et de la démocratie. Vous auriez partout des partis ethniques, dénonçant l'appropriation des richesses. ■

Propos recueillis par Piotr Smolar

Pékin ne protégera pas les naufrageurs du « Cheonan »

Séoul va demander au Conseil de sécurité de l'ONU de sanctionner Pyongyang

Séoul
Envoyé spécial

En visite à Séoul, le premier ministre chinois, Wen Jiabao, a assuré, vendredi 28 mai, le président sud-coréen, Lee Myung-bak, que la Chine « n'entendait en rien protéger les responsables » du naufrage de la corvette *Cheonan*, coulée le 26 mars par une attaque à la torpille qu'une commission d'enquête internationale a imputée à la République populaire démocratique de Corée (RPDC).

« La Chine, a déclaré le premier ministre, prendra position de façon impartiale en fonction de sa propre évaluation des résultats de l'enquête internationale en prenant sérieusement en compte les réactions des parties concernées. » M. Wen a ajouté que la Chine « condamnait » en revanche « toute action qui affecte la paix et la stabilité dans la péninsule », théâtre, depuis la mise en cause de la RPDC dans le naufrage, d'une forte tension.

La Chine et la Russie ont été invitées par la Corée du Sud à dépêcher leurs propres experts à Séoul afin d'examiner les conclusions de l'équipe d'enquête internationale composée d'Américains, d'Australiens, de Britanniques, de Coréens du Sud et de Suédois, qui a établi la responsabilité de Pyongyang.

Membre permanent du Conseil de sécurité de l'ONU, où elle dispo-

se d'un droit de veto, la Chine est placée sous une forte pression de Séoul, qui entend porter dès la semaine prochaine l'affaire du *Cheonan* devant l'organe suprême des Nations unies, pour qu'elle ne s'oppose pas à sanctionner la RPDC, responsable, aux yeux de la Corée du Sud, de l'agression qui a causé la mort de 46 marins. Jusqu'à présent, Pékin était resté réservé, appelant les parties à « faire preuve de retenue ».

Plus explicite à Séoul, M. Wen ne se départit pas de la prudence dont Pékin a fait preuve jusqu'à présent dans cette affaire. S'il y a un infléchissement de la position chinoise, comme on le souligne de source officielle à Séoul, il est plus dans la forme que sur le fond. Dans la meilleure hypothèse, la Corée du Sud peut espérer que la Chine ne s'opposera pas à une résolution du Conseil de sécurité sanctionnant la RPDC, mais qu'elle ne condamnera pas pour autant celle-ci.

La position sud-coréenne est soutenue sans réserve par les Etats-Unis et le Japon qui vient de renforcer les mesures de sanctions déjà prises à l'encontre de la RPDC. M. Wen doit s'entretenir au cours du week-end avec le premier ministre japonais Yukio Hatoyama, à l'occasion du sommet annuel des trois pays (Corée du Sud, Chine, Japon) qui a lieu dans l'île coréenne de Jeju. ■

Philippe Pons

Iran-Pakistan

Accord entre Téhéran et Islamabad sur le projet de gazoduc

ISLAMABAD. L'Iran et le Pakistan ont conclu, vendredi 28 mai, un accord décisif pour l'achèvement d'un gazoduc prévu pour livrer du gaz iranien, un projet d'un coût de 7,5 milliards de dollars. « L'Iran a assuré que le projet serait fini d'ici deux ans et demi à trois ans, en avance par rapport à ce qui est prévu », a indiqué le ministre de l'énergie pakistanais. Le gazoduc, long de plus de 900 km, reliera Assalouyeh, dans le sud de l'Iran, à Iranshahr, près de la frontière avec le Pakistan, et transportera le gaz extrait du champ de South Pars, dans le Golfe. Cet accord est le dernier en date pour le projet initialement appelé IPI (Iran-Pakistan-Inde), initié en 1994. L'Inde avait quitté les négociations en 2009. - (AFP) ■

Algérie Le ministre de l'énergie et des mines remercié

ALGER. Le président algérien, Abdelaziz Bouteflika, a procédé, vendredi 28 mai, à un remaniement ministériel, marqué par le départ de Chakib Khelil, ministre de l'énergie et des mines depuis 1999. Il est remplacé par Youcef Youf. Le secteur des hydrocarbures est secoué par des scandales financiers. Des dirigeants de l'entreprise publique Sonatrach, proches de M. Khelil, sont poursuivis pour corruption. Yazid Zerhouni, un proche du président, a par ailleurs été promu vice-premier ministre.

La Turquie fête la prise de Constantinople, illustration d'une nostalgie ottomane

Le parti au pouvoir célèbre un âge d'or censé avoir été marqué par une coexistence pacifique entre les différentes communautés du pays

Istanbul
Correspondance

Le musée Panorama 1453 est le plus visité d'Istanbul après le palais de Topkapı et Sainte-Sophie. Inaugurée en 2009, cette reconstitution panoramique de la prise de Constantinople par le sultan ottoman Mehmed II, en 1453, célèbre le 29 mai, a déjà attiré plus d'un million de personnes.

Sous la coupole, les visiteurs sont plongés dans l'ambiance des combats : le feu des canons se mêle aux hennissements et au sifflement des flèches décochées vers les murailles byzantines. « C'est formidable, s'enthousiasme Necmettin, venu en famille. Le musée est très beau, cela plaît aux enfants. Et c'est l'un des événements les plus importants de notre histoire. »

Les écoles d'Istanbul y défilent. Panorama 1453 est emblématique de la nostalgie d'un empire ottoman idéalisé. La mode néo-ottomane

est présente aussi bien dans les salles de cinéma que dans les boutiques de vêtements, largement remise au goût du jour par les autorités politiques, les publicitaires ou les designers comme Deniz Tunç, qui expose sa collection d'objets de décoration « néo-ottomans », dans le quartier huppé de Nisantasi.

Le musée est l'attraction principale du « parc culturel » conçu par la mairie d'Istanbul à l'extérieur des murs de Constantin, le symbole du siège de 1453.

Cet espace, « avec sa mosquée, ses théâtres, ses restaurants, ses aires de loisir et ses parkings, reflète l'idéal ottoman de l'Etat-nation, sur la rive du centre historique considérée comme le vestige de la ville ottomane », estime l'architecte Korhan Gümüş, qui se heurte régulièrement à la politique culturelle de la municipalité.

« La Turquie a besoin d'un nouvel esprit de conquête, a claironné le premier ministre turc, Recep

Tayyip Erdogan, ancien maire d'Istanbul, pour l'inauguration. Grâce à ce parc, nos enfants regarderont vers le futur à travers notre glorieuse histoire. »

La mairie, contrôlée par le parti islamo-conservateur au pouvoir, l'AKP, a redessiné des quartiers entiers de la ville, rasé le quartier

« C'est la faillite de l'invention de la nation turque séculière »

Un historien turc

rom historique, Sulukule, pour y édifier des maisons ottomanes et un marché artisanal. Des dizaines de monuments religieux du XV^e et XVI^e siècle sont restaurés dans le cadre d'Istanbul 2010, capitale européenne de la culture. Mais les murailles de Constantin, symbole byzantin, menacent toujours de s'effondrer.

L'« ottomania » qui saisit la Turquie est perçue par l'historien Edhem Eldem comme « le rapt du passé ottoman que chacun veut récupérer. C'est la faillite de l'invention de la nation turque séculière, le retour de bâton du kéralisme ».

L'idéologie de la Turquie d'Atatürk, largement construite en opposition à la religion musulmane et à l'empire, n'a pas pour autant effacé les traditions, estime ce spécialiste de l'empire à l'université du Bosphore. « Il y a un besoin de réintégrer un passé qui est dénaturé. Mais la victime de tout ça, c'est l'histoire. »

Dès les années 1950, l'anniversaire de la prise de Constantinople par les Ottomans a été à nouveau inscrit au calendrier, le 29 mai. Cette année, la mairie d'Istanbul organise un spectacle le long de la Corne d'or. Et le stade de Besiktas est réquisitionné par une association islamiste pour célébrer le sultan Mehmed le Conquérant. Ce dernier

« chevauche l'idéologie islamique comme l'idéologie nationaliste turque », souligne M. Eldem, pour qui le populisme néo-ottoman recueille un quasi-consensus.

Au nom de la modernité et de la « turquification » du pays, la République avait remplacé la poésie et la musique traditionnelles par les valses et les ballets classiques. « Dans l'architecture, la cuisine ou la musique, cette culture oubliée revient au galop, mais sous une forme syncrétique qui a perdu toute sa logique et qui frise souvent l'orientalisme », constate M. Eldem.

Les effluves de morgue avaient ainsi disparu d'Istanbul jusqu'aux années 1990, avant de revenir dans les cafés du centre-ville sous l'effet d'une « mode ethnique » venue d'Europe.

Le néo-ottomanisme se décline aussi dans le discours des dirigeants de l'AKP. « Nous devons être fiers de notre passé », clame Cüneyt Zapsu, conseiller du premier minist-

tre. La glorification de la conquête et d'un âge d'or se mêle à la nostalgie d'une coexistence supposée pacifique entre les différentes communautés religieuses et ethniques.

La diplomatie turque, qui cherche à exercer son influence de Sarajevo à Kaboul, a souvent été qualifiée de néo-ottomane par ses détracteurs.

Le ministre des affaires étrangères, Ahmet Davutoglu, pieux musulman et fin connaisseur de l'histoire, est souvent accusé de poursuivre un idéal impérial, mélange de solidarité islamique et d'hégémonisme turc.

« Je ne crois pas à la diplomatie néo-ottomane, juge cependant la sociologue Nilüfer Narlı, professeur à l'université Bahçesehir. C'est une approche régionale plus ouverte et plus active dans la résolution des conflits. Il y a une redécouverte de la diversité. » ■

Guillaume Perrier